



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 3**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République centrafricaine pour 2024

**Document d'action « Soutien à la modernisation de l'état civil en République centrafricaine »**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'action

<b>1. Titre</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	« Soutien à la modernisation de l'état civil en République centrafricaine » Numéro OPSYS : ACT-62503 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)
<b>2. Initiative «Équipe Europe»</b>	Non
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant : République centrafricaine (RCA)
<b>4. Document de programmation</b>	Programme Indicatif Multi annuel 2021-2027 (MIP) pour la RCA <sup>1</sup>
<b>5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés</b>	Domaine prioritaire 1, OS3 : Contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat et de la confiance envers les institutions locales et nationales sur tout le territoire, à travers une amélioration de la gouvernance démocratique et économique et de la capacité de gestion des finances publiques.  R2 OS3 : Le processus de déconcentration et redéploiement – et si le contexte politique le permet aussi de décentralisation - de certains services de l'Etat (sécurité interne et défense, justice, santé, éducation, agriculture, eaux et forêts et environnement) est facilité.
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	MIP: Priorité 1 : Paix, Sécurité, Justice et Gouvernance (DAC code 151), Volet appui à la gouvernance
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal (1 uniquement): 16 (Paix, Justice et institutions efficaces) Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles : 16.3 « Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité »

<sup>1</sup> [mip-2021-c2021-9067-central-african-republic-annex\\_fr.pdf \(europa.eu\)](https://europa.eu/european-council/fr/2021-2027-central-african-republic-annex)

	16.6 « Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes a tous les niveaux » 16.9 « D’ici à 2030, garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l’enregistrement des naissances » 16.b « Promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable » 4 (Education de qualité) : 4.1 « D’ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d’égalité, un cycle complet d’enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile » 5 (Egalité des sexes) 10 (Inégalités réduites)			
<b>8. a) Code(s) CAD</b>	13096 – Statistiques et données démographiques – Etat civil 15190 – Migration			
<b>8. b) Principal canal d’acheminement</b>	13000 - Agence d’état membre de l’Union européenne 41100 - Organisation multilatérale			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l’homme, démocratie et gouvernance			
<b>10. Marqueurs</b>  <b>(À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l’environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l’enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>

11. Marqueurs internes et balises	Transformation numérique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET			
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020121  Montant total de la contribution du budget de l'UE: 10 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	Gestion indirecte avec entités en charge de l'exécution conformément aux critères énoncés aux sections 4.4.1 et 4.4.2.			

## 1.2 Résumé de l'action

Avec l'effondrement de l'administration publique, dû notamment aux crises militaro-politiques, le système d'état civil et de production de statistiques vitales de la République centrafricaine (RCA) connaît des faiblesses profondes avec pour conséquence le non-respect des droits concernant l'application efficace des articles 6 et 7 relatifs aux droits de l'enfant<sup>2</sup>, les droits à la documentation des personnes réfugiées, des déplacés internes et des apatrides. Lors de la crise politique et militaire de 2012-2013, les centres d'archivage de l'état-civil centrafricain ont fait l'objet d'une destruction quasi systématique, avec environ 80% des sites d'état-civil brûlés.

Sur la base de ce constat, et en ligne avec les objectifs du Gouvernement, l'UE a appuyé depuis 2021 un projet pilote d'appui à la modernisation de l'état-civil en Centrafrique. Celui-ci a permis de produire une cartographie de l'état des lieux, la rédaction d'un diagnostic, le lancement d'activités de sensibilisation, une campagne de rattrapage visant 100.000 actes de naissance dans des écoles de Bangui, Bégoua, et Bimbo, et la rédaction et l'adoption prochaine d'une politique sectorielle. Enfin, le projet a permis le renforcement des mairies dans la région de Bangui, avec notamment la construction et l'équipement de douze centres d'état-civil (sachant que trente-deux centres additionnels sont prévus dans ce nouveau projet).

La présente action constitue une mise à échelle graduée du projet-pilote en cours capitalisant sur les acquis de ce dernier, en particulier sur (1) l'intensification de la partie opérationnelle avec la montée en puissance des campagnes

<sup>2</sup> Promulgation du code de l'enfant par le Président de la République centrafricaine, le 15 juin 2020

de rattrapage des actes de naissance, la création et/ou la modernisation des centres d'état-civil en dehors de Bangui (notamment via l'archivage des actes d'état-civil) et la systématisation des campagnes de sensibilisation ; et (2) la poursuite du travail institutionnel, avec un appui renforcé à la partie nationale (Ministères concernés par l'état civil, mairies des zones identifiées) principalement dans sa capacité de coordination interministérielle et décentralisée sur l'état-civil.

Une nouveauté de l'action est de focaliser une partie de l'appui sur les personnes déplacées internes dans l'établissement et délivrance d'actes de naissance, et les femmes et les jeunes filles, qui constitueront un groupe-cible prioritaire du projet. En effet, s'agissant des personnes déplacées, environ 70% d'entre elles ne disposent pas d'actes de naissance ou d'autre document permettant de prouver leur identité et donc leur inscription à l'état-civil<sup>3</sup>. En ce qui concerne les femmes et les jeunes filles, dans une perspective de pouvoir permettre l'accès à l'éducation secondaire pour le plus grand nombre – conditionné à la présentation d'un acte de naissance – les centres d'état-civil, et particulièrement ceux pouvant accueillir les personnes déplacées, seront sensibilisés à ces besoins.

L'action sera mise en œuvre en coopération avec le Ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et du Développement local (MATDDL) ainsi qu'avec les différentes administrations chargées de la gestion et du pilotage de l'état civil (dont principalement justice, finances, éducation, santé). L'action portera aussi sur l'appui aux autorités locales, et notamment aux mairies (responsables de l'état-civil avec les chefs de village en province) pour systématiser la délivrance d'actes de naissance et plus généralement d'actes d'état-civil.

L'UE poursuivra dans le cadre de l'action une coordination rapprochée avec la Banque Mondiale, acteur incontournable dans le domaine de l'identité en Centrafrique, et avec l'UNICEF qui travaille, depuis plusieurs années, au soutien à la coordination sectorielle dans le domaine de l'état civil.

La mise en œuvre de l'action va contribuer au Plan d'Action Genre III (GAP III)<sup>4</sup> 2021-2025 visant le domaine d'engagement thématique « Promouvoir les droits économiques et sociaux et l'autonomisation des filles et des femmes » et « promotion de l'égalité en matière de participation et d'exercice de responsabilités ».

### 1.3 Zone bénéficiant de l'action

L'action est réalisée en République centrafricaine qui est incluse dans la liste des bénéficiaires de l'APD.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Comme le souligne le rapport d'analyse du système de gestion de l'identité en RCA publié par la Banque Mondiale<sup>5</sup>, la RCA fût, jusqu'en 2013, un pays remarquablement compétent en matière d'enregistrement des faits d'état civil, en dépit de la pauvreté de la population et de la modestie des moyens publics alloués. La qualité de la législation en vigueur (notamment le Code de la Famille), toujours d'actualité, n'était pas étrangère à cette situation globalement positive. La RCA a ratifié les principaux instruments internationaux en matière d'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, notamment la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). La juridiction nationale prône l'égalité entre les hommes et les femmes, inscrite dans la Constitution<sup>6</sup>, et d'une série de lois nationales, notamment la loi sur la parité, stipulant une quota d'au moins 35% des femmes dans toutes les instances de prise de décision étatiques, des partis politiques, du secteur privé et de la société civile - électives et nominatives<sup>7</sup>.

<sup>3</sup> Rapport Diagnostic et d'Orientation Stratégique de l'Etat Civil en République Centrafricaine, document du projet de l'Union Européenne en Centrafrique – mis en œuvre par CIVIPOL – en date du 18 octobre 2023

<sup>4</sup> Plan d'Action Genre (GAP III) salué par les conclusions de la présidence par 24 États membres.

<sup>2</sup> *Identity Management System Analysis – Central African Republic*, World Bank Group, Bangui, 2017.

<sup>6</sup> Constitution adoptée par voie référendaire le 13 décembre 2015

<sup>7</sup> Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025. CLIP RCA - [CLIP Central African Republic | Capacity4dev \(europa.eu\)](https://clip.europa.eu/Capacity4dev/europa.eu)

La RCA a signé la Convention des Nations Unies relative aux Droits des Personnes vivant avec un handicap (CPDH) ainsi que son Protocole facultatif le 11 octobre 2016. La Constitution de la RCA garantit le droit à l'égalité pour tous, y compris les personnes vivant avec un handicap<sup>8</sup>.

L'enregistrement des naissances à Bangui se situait alors entre 70% et 90% pendant une quarantaine d'années, et l'enregistrement en milieu rural avait atteint 70% en 2000. On observe une chute vertigineuse, durant la crise de 2012-2013, du taux d'enregistrement des naissances, celui-ci passant de 60% (80% à Bangui) à 5% (10% à Bangui). L'absence quasi-totale d'enregistrement pendant cette crise oblige aujourd'hui à mettre en place une reconstitution des actes pour les enfants nés durant cette période. Plus grave encore, la crise et les violences survenues en 2012 et 2013 ont été à l'origine de pillages des mairies et de destruction quasi-systématique des registres d'état civil. La Banque Mondiale estime que près de 80% des registres ont été détruits durant cette période, privant ainsi les individus d'une identité garantissant leurs droits. On constate une hausse de l'enregistrement des naissances à l'issue de cette crise, notamment à Bangui (environ 40% en 2015). La situation est d'autant plus compliquée en ce qui concerne les personnes déplacées. Celles-ci se retrouvent souvent sans papiers d'identité, tels que les actes de naissance, les cartes d'identité ou les certificats de mariage, soit parce qu'ils ont été perdus ou détruits lors des déplacements, soit parce qu'ils n'ont jamais été émis. Cette absence de documentation officielle entrave l'accès à des droits fondamentaux, comme l'éducation, les soins de santé, l'emploi, ou la possibilité de voter, et rend également difficile la circulation à l'intérieur du pays.

Face à ce constat, plusieurs initiatives ont été prises par le gouvernement pour améliorer la situation. Une mesure importante a été d'instaurer, par décret présidentiel, la gratuité de l'enregistrement pour tous les enfants nés entre le 1<sup>er</sup> décembre 2012 et le 31 décembre 2014. Une autre mesure importante fut la promulgation de la Loi n°20.014 du 15 juin 2020 portant Code de Protection de l'enfant qui précise dans son article 189 deux points essentiels, à savoir l'allongement des délais pour la déclaration des naissances (passage de 30 à 180 jours) et la gratuité de la délivrance de l'acte de naissance sur l'ensemble du territoire. Ces points sont fondamentaux pour améliorer l'accessibilité au système mais ne s'attaquent pas à la problématique des déclarations tardives et/ou la destruction des registres qui obligent la population à engager une procédure judiciaire (jugement supplétif) coûteuse (7.500 à 9.500 FCFA, hors frais de déplacement).

Les autorités centrafricaines ont engagé depuis une dizaine d'années plusieurs consultations nationales pour promouvoir la réforme de l'état civil (1<sup>er</sup> Forum national de 2011, Aide-Mémoire portant sur la modernisation du système d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques vitales en 2015) auprès de l'ensemble des acteurs et des partenaires techniques et financiers. Jusqu'à présent, l'appui des pays partenaires ou organisations internationales comme la Banque Mondiale<sup>10</sup>, l'UNICEF, l'UNFPA<sup>11</sup>, Avocats Sans Frontières<sup>12</sup>, le Norwegian Refugee Council<sup>13</sup>, le Haut-Commissariat aux Réfugiés, et le PNUD/ONU, a été partiel et, en tout état de cause, insuffisant pour relever les défis de la réforme de l'état civil. Ces appuis n'ont traité que rarement des problèmes structurels du système d'état civil et de production de statistiques vitales. De plus, le manque de méthodologie commune et de régularité des financements fragilise la capacité de construire un système qui perdure après la fin de mise en œuvre desdits projets.

L'appui en cours de l'UE à la modernisation de l'état civil en République Centrafricaine (2021-2024)<sup>14</sup> est la première approche structurante qui a été opérationnalisée dans le pays. Elle est bâtie autour de deux composantes interdépendantes : la première qui regroupe des activités ayant pour objet de structurer le système national d'état civil, et ont permis l'élaboration d'une Politique Nationale de l'Etat Civil et le renforcement partiel des capacités des acteurs en lien avec l'état civil ; la seconde, à portée opérationnelle, visant à obtenir des résultats rapides et visibles

<sup>8</sup> African Disability Rights Yearbook : <https://www.adry.up.ac.za/country-reports-2020/central-african-republic>

<sup>3</sup> « Tout enfant a le droit d'être enregistré à l'état civil dans les 180 jours qui suivent sa naissance. La déclaration et l'obtention de l'acte de naissance sont gratuites sur l'ensemble du territoire et dans les représentations diplomatiques et consulaires de la RCA »

<sup>10</sup> Identity Management System Analysis – Central African Republic, World Bank Group, Bangui, 2017.

<sup>11</sup> Evaluation du système d'état civil de la RCA. Rapport préliminaire, UNFPA, décembre 2016.

<sup>12</sup> Etat civil en RCA. Enjeux et pratiques, Avocats Sans Frontières, juillet 2017.

<sup>13</sup> Les enregistrements et actes de naissance et l'accès à l'éducation en République Centrafricaine, Norwegian Refugee Council, 2018.

<sup>14</sup> 2018/040-365 – Programme d'Appui à la Réforme du Secteur de la Sécurité et à la Gouvernance en RCA

directement au bénéfice de la population notamment sous la forme d'une campagne de régularisation et de délivrance d'actes de naissance, ainsi que de nombreuses activités de communication et de sensibilisation.

Le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCPCA) adopté en octobre 2016 constitue le cadre politique manquant pour engager une réforme de l'état civil. Le RCPCA fournit le cadre de référence d'orientation politique et stratégique pour la période 2017-2023. Articulé autour de trois piliers liant les questions de gouvernance sécuritaire, démocratique, administrative et économique, il consacre la volonté gouvernementale de rétablir le contrat social avec la population (pilier 2). Dans cet esprit, le RCPCA comprend un volet de soutien à l'état civil. A l'expiration de ce délai, celui-ci devrait être remplacé cette année, en 2024, par un Plan National de Développement dans lequel figurera un volet spécifique état civil. Ce dernier s'appuiera notamment sur les conclusions du rapport diagnostic et d'orientation stratégique qui a permis l'élaboration de la Politique Nationale de l'Etat Civil dans le cadre de la mise en œuvre du projet de l'UE.

## 2.2 Analyse des problèmes

L'état civil centrafricain souffre de problèmes structurels majeurs, qui entravent son bon fonctionnement et l'établissement de statistiques nationales fiables. Ces faiblesses ont été documentées dans un rapport diagnostic de l'état civil (2023)<sup>15</sup>, validé par toutes les parties prenantes dans le cadre du projet pilote européen de soutien à l'état-civil en RCA. Il constitue ainsi la base de la politique sectorielle en cours de construction.

Ce rapport souligne que le dispositif réglementaire actuel ne répond pas aux normes et standards internationaux et ne garantit pas la protection des données à caractère personnel. Ces défis sont d'autant plus problématiques qu'ils viennent en conclusion d'autres constats complexes au niveau de l'état-civil en RCA, comme l'insuffisance des ressources humaines des administrations centrafricaines, ou encore la faible adhésion des populations à l'enregistrement des faits d'état-civil. Si des progrès ont été constatés au niveau du cadre institutionnel et en matière d'enregistrement des naissances en RCA, la situation actuelle ne permet pas d'atteindre l'objectif de gratuité, d'universalité et de systématisme de cet enregistrement. En conséquence, l'accès à des documents d'identité authentiques et sécurisés est encore très inégalitaire. En effet, l'enregistrement des faits d'état civil est partiel, et les registres existants sont incomplets ou difficilement accessibles. Cette situation pousse de nombreuses personnes à se doter de documents frauduleux.

Le faible taux d'enregistrement des faits d'état civil est aussi lié au non-respect par les acteurs principaux de l'état civil des procédures telles que prévues par les textes en vigueur. Ces défaillances se situent principalement au niveau des personnels de santé, des chefs de quartiers ou de village, qui, malgré l'obligation légale, ne transmettent pas les déclarations de naissance et de décès survenus dans les services sanitaires ou à domicile aux centres d'état civil de référence. L'action des personnels des centres d'état civil est également en cause en raison de la méconnaissance des textes réglementaires, du manque de formation et/ou de moyens, ainsi que la non-application de la gratuité concernant les déclarations dans les délais. Enfin, il convient également de prendre en considération le manque de connaissance de la population sur l'importance de l'état civil, des obligations et des droits en la matière. Compte-tenu de ces éléments, il paraît donc difficile d'en imputer la responsabilité aux seuls citoyens et de leur imposer un coût important concernant la reconstitution et le rattrapage des naissances.

Il convient de noter que les centres d'état civil sont en nombre insuffisant (177 au total pour 6 millions d'habitants), et sont éloignés de la population – particulièrement hors de Bangui – ce qui ne permet pas de répondre aux besoins de façon adaptée. Le nombre de centres d'état civil n'est donc pas en adéquation avec la concentration de population. On constate également l'absence quasi-totale de remontées des informations relatives aux faits d'état civil des centres vers le MATDDL en charge de la mise en œuvre la Politique Nationale de l'Etat Civil. Cette défaillance s'explique en partie par une informatisation quasi-inexistante des centres et de système de centralisation des données (interconnexion, existence d'une application informatique de gestion des faits d'état civil).

Si ces constats structurels peuvent être généralisés à chaque localité du pays, différentes catégories de la population font face à des obstacles spécifiques quant à l'accès à l'état-civil, dont pour les plus importants :

- Les crises successives que le pays a connu depuis 2012 ont provoqué d'importants déplacements de

<sup>15</sup> Rapport Diagnostic et d'Orientation Stratégique de l'Etat Civil en République Centrafricaine, document du projet de l'Union Européenne en Centrafrique – mis en œuvre par CIVIPOL – en date du 18 octobre 2023

population à l'intérieur du territoire centrafricain<sup>16</sup>. Les *personnes déplacées internes* (PDI) sont une frange de la population tout particulièrement exposée au sous-enregistrement à l'état civil. Sans moyen de prouver de leur identité, beaucoup des personnes déplacées ne peuvent ainsi pas faire valoir leurs droits dans les différentes provinces dans lesquels elles se trouvent, et ne peuvent que très rarement accéder à l'enseignement secondaire. Il n'existe pas de données fiables mais, d'après les agences des Nations-Unies, il peut être considéré qu'environ 70% des personnes déplacées ne possèdent pas d'actes de naissance, soit plus de 350 000 personnes dans le pays, principalement concentrées dans les préfectures de Bangui, Kaga-Bandoro et Bria (le renforcement des statistiques est une partie des résultats attendus du nouveau projet).

- Les *femmes* centrafricaines font face à de nombreux obstacles socio-économiques et culturels, en plus des obstacles institutionnels susmentionnés. Ceux-ci exacerbent les inégalités de genre, et limitent l'exercice des droits fondamentaux. Les femmes centrafricaines, particulièrement célibataires / veuves, ont souvent plus de difficultés à couvrir les frais associés à l'enregistrement à l'état civil. Dans certains cas, les mères célibataires se voient refuser la déclaration de naissance de leurs enfants, ne disposant pas de certificats de mariage. Or, en Centrafrique, seulement 41% des mères / gardiennes de famille savent enregistrer les naissances<sup>17</sup>. Enfin, le poids des traditions et les obstacles culturels viennent d'autant plus limiter l'enregistrement des naissances et l'accès à l'état civil – tout autant pour les femmes que pour leurs enfants. De plus, malgré la solidité de l'arsenal juridique national en matière de genre, le manque de certains décrets d'application, des dispositions contradictoires du droit coutumier, la faible représentativité des femmes dans le système judiciaire<sup>18</sup> . et le contexte d'impunité qui prévaut en RCA, affaiblissent l'accès effectif des femmes à la justice .<sup>19</sup>
- Dans le cadre des flux de transhumance terminant pour beaucoup en Centrafrique, de nombreux *Peuhls* sont perpétuellement en déplacement, causant la non-déclaration de nombreux actes d'état-civil (naissances, décès, mariages, etc). A cette difficulté s'ajoute le manque de connaissances des populations Peuhls et plus généralement transhumantes des obligations d'état-civil auxquelles ces dernières sont supposées devoir se soumettre.
- Les *Pygmées* sont une autre catégorie spécifique dans le cas de l'état-civil : elles aussi en déplacement régulier, plus de 90% des enfants nés dans les familles autochtones pygmées ne sont pas enregistrés à l'état-civil. L'isolement de ces populations, ainsi que le manque de considération des autorités à l'égard des populations pygmées sont deux parmi tant d'autres raisons expliquant ce taux extrêmement faible d'enregistrement des faits d'état-civil.

Enfin, le système d'enregistrement de l'état civil centrafricain fait intervenir de multiples acteurs à des niveaux de gouvernance différents mais profondément liés. Au vu de ces nombreux acteurs (le MATDDL, Ministères de la justice, de la santé, des finances et du budget, de l'éducation, de l'économie numérique des postes et télécommunication, de la santé, de l'intérieur), le mécanisme de coordination actuel est peu satisfaisant. Les relations interservices sont quasiment inexistantes, chaque acteur assumant séparément, avec ses moyens très limités, ses responsabilités en matière d'enregistrement des faits d'état civil, et aucun système permanent de suivi des faits d'état civil n'est actuellement opérationnel. L'action facilitera la mise aux normes internationales et régionales en la matière, tout en faisant évoluer le système d'état civil centrafricain vers la digitalisation des services.

Les parties prenantes seront les administrations et institutions chargées de la gestion et du pilotage du système d'état civil et de production de statistiques vitales, à savoir :

Titulaires d'obligations

**Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et du Développement local** : il est en charge de la mise en œuvre de la politique nationale d'état civil à travers la Direction Générale de la Décentralisation et de l'État Civil (DGDEC) ainsi que la Direction de l'État Civil et de la Démographie (DECD). Il sera le principal partenaire institutionnel du projet.

<sup>16</sup> 484 000 personnes déplacées internes (145 000 sur sites et 339 000 en famille d'accueil) selon le HRP 2023.

<sup>17</sup> MICS 2018-2019

<sup>18</sup> 9,8% de femmes magistrats, 5% de femmes dans le corps des avocats, 44,4% à la Cour Constitutionnelle (Rapport d'analyse sexo-spécifique, ONU Femmes/PNUD, 2021).

<sup>19</sup> Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025. CLIP RCA - [CLIP Central African Republic | Capacity4dev \(europa.eu\)](#)

**Ministère de la Santé :** il est un acteur majeur de l'état civil dans la mesure où il revient aux services sanitaires de déclarer les naissances et décès. Le récent plan stratégique national d'engagement communautaire pour la santé et le bien-être (2023-2026) du Ministère de la Santé prévoit le renforcement des agents communautaires, en collaboration avec les chefs de village, afin d'identifier les nouvelles naissances et les référer aux centres de santé.

**Ministère de la Justice :** il a un triple rôle en matière d'état civil : contrôle judiciaire des registres d'état civil ; conservation des registres aux greffes des tribunaux de grande instance ; et production de jugements supplétifs.

**Ministère des Finances et du Budget :** L'analyse du cadre des ressources et des dépenses actuelles de l'état civil révèle que le Ministère des Finances et du Budget a un rôle important à jouer dans la promotion de l'autonomie financière des communes afin qu'elles puissent mettre en œuvre leur compétence et à exercer leurs responsabilités quotidiennes.

**Ministère de l'Education Nationale :** il joue un rôle prépondérant dans le système d'état civil. L'obligation de présenter un acte de naissance pour obtenir le diplôme d'école primaire (Fondamental 1) et accéder à l'éducation secondaire est une des raisons des blocages ne permettant pas aux filles et aux garçons de continuer leur éducation.

Ministère de la Promotion du Genre, de la Protection de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MPGPFFE), doté d'une Politique Nationale d'Egalité et d'Equité révisée pour la période 2019-2024 et des points focaux genre (PFG) dans les départements ministériels <sup>20</sup>.

**Communes :** Selon la Loi n°20.008 du 7 avril 2020, portant organisation et fonctionnement des collectivités territoriales, les communes sont chargées de la gestion de l'état civil. La RCA compte 186 communes, dont les 9 communes d'arrondissement à Bangui qui ne sont pas encore de plein exercice. Les associations de maires de quartiers, de chefs de villages, de chefs de groupes, et autres faitières de communes, sont également d'importants partenaires dans la mise en place et le bon fonctionnement de l'état-civil, et peuvent agir comme catalyseur des actions, notamment dans les formations et les actions de sensibilisation.

**Organisations de la société civile :** Les OSC en Centrafrique ont déjà eu l'opportunité d'accompagner la population vers la délivrance des actes de naissance et des actes d'état-civil par les autorités. Elles jouent également un rôle clé pour la sensibilisation des parents à l'importance pour leurs enfants de disposer d'un acte de naissance. Ces dernières seront impliquées un rôle dans le projet, notamment les associations féminines et de défense des droits des femmes/filles. Les organisations des femmes leaders, notamment le réseau African Women Leaders Network (AWLN RCA) soutenu par la MINUSCA et ONU Femmes qui continuent leur mobilisation pour assurer une participation et une prise en compte systématique des besoins spécifiques des femmes et des filles dans le processus de paix et de dialogue politique en cours au niveau national. Les organisations de personnes vivant avec un handicap joueront également un rôle clé pour sensibiliser à l'importance que ces personnes disposent également d'un acte de naissance, notamment Ensemble pour la Promotion et l'Insertion des Personnes Handicapées.

**Partenaires internationaux :** La Banque Mondiale est positionnée sur la réforme du cadre légal de l'identité – et donc touchant à l'état-civil. Elle développe un projet global de digitalisation des services de l'Etat, et ancré une partie de son action sur l'écosystème de l'identité. Elle dispose de financement conséquence pour la révision du cadre légal. Aussi, l'UNICEF – agence des Nations Unies qui coordonne le soutien à l'état-civil dans le pays et acteur majeur dans le cadre des campagnes de rattrapage – travaille, depuis plusieurs années, au soutien à la coordination sectorielle dans le domaine de l'état civil (notamment en accompagnant la mise en place du Comité Technique National d'Elaboration et de la Mise en Œuvre de la Stratégie Nationale d'Etat Civil), mais a aussi soutenu les autorités nationales dans l'enregistrement des naissances de près de 7 000 enfants vulnérables à l'état civil en 2023, (dans le cadre de projets de l'UE dans le secteur de l'éducation). D'autres partenaires de l'état civil sont ONU Femmes, et autres agences onusiennes comme UNHCR pour l'assistance aux demandeurs d'asile, aux réfugiés et aux retournées ; notamment dans la prise en compte des personnes déplacées, des filles et des femmes comme groupes-cibles prioritaires.

Titulaires de droits :

<sup>20</sup> Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025. CLIP RCA



**Bénéficiaires finaux :** Les bénéficiaires finaux sont la population centrafricaine en premier lieu y incluant les femmes et les personnes vivant avec un handicap ainsi que les administrations qui seront appuyées par le projet. L'accès desdites populations aux services de l'état civil et leurs relations avec ses acteurs seront améliorés.

**Groupes cibles :**

- Les cadres des administrations centrales des ministères concernés et acteurs directs en matière d'état civil ;
- Les personnels des centres d'état civil et des services sanitaires, les chefs de quartier et de village qui vont bénéficier d'une large information sur les textes en vigueur et de formations ciblées ;
- Les tribunaux et les acteurs principaux de la Justice qui devront être sensibilisés à la stricte application des textes en vigueur et aux contrôles inhérents ;
- Les enfants scolarisés dans les écoles primaires de la zone d'intervention, ainsi que leurs parents et le personnel des établissements scolaires constitueront également des groupes cibles de l'action dans le cadre de l'enregistrement et de d'attribution d'un acte de naissance ;
- Les personnes déplacées internes (PDI), autre frange de la population la plus exposée au sous-enregistrement à l'état civil ;
- Les femmes et les filles constitueront un autre groupe cible du projet. Il est reconnu qu'elles sont un vecteur essentiel de sensibilisation dans le système d'état civil mais souffrent également d'un moindre intérêt s'agissant de l'enregistrement à l'état civil.
- Les personnes vivant avec un handicap qui ont davantage de problèmes d'accessibilité.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est d'assurer que toutes les personnes en RCA, indépendamment de leur sexe, de leur origine ethnique ou de leur statut socioéconomique, ont un accès égal à l'identité juridique et aux droits et opportunités connexes.

Les objectifs spécifiques de cette action sont :

- OS 1 : Améliorer l'efficacité et la sécurité de l'état civil au bénéfice de la population.
- OS 2 : Améliorer l'utilisation des services de l'état civil, en particulier des enregistrements des naissances, tout en garantissant l'accès aux personnes déplacées internes, les femmes, et les personnes vivant avec un handicap.

Les résultats escomptés de cette action contribuant aux objectifs spécifiques sont les suivants :

- P1.1 : Capacités renforcées au niveau central pour piloter l'état civil et promouvoir la coordination interministérielle.
- P1.2 : Capacités renforcées des acteurs décentralisés de l'état civil à travailler en coordination.
- P1.3 : Capacités renforcées du MATDDL dans la définition du cadre juridique et budgétaire du service de l'état-civil au niveau des communes.
- P1.4 : Capacités renforcées du système d'état civil à produire des statistiques vitales à jour et fiables.
- P1.5 : Compétences renforcées des acteurs impliqués dans la gestion de l'état civil.
  
- P2.1 : Sensibilisation accrue des populations (en particulier les femmes, les personnes déplacées, et les personnes vivant avec un handicap) et des autorités à l'importance de l'enregistrement des naissances.
- P2.2 : Les mécanismes administratifs pour le rattrapage des certifications de naissances sont renforcés ou mis en place pour une capacité de 300 000 enfants supplémentaires.
- P2.3 : Les mécanismes de certification de naissances dans les établissements de santé sont renforcés ou mis en place pour une capacité de 200 000 enfants supplémentaires.
- P2.4 : Les mécanismes administratifs pour le rattrapage des certifications de naissances des déplacés internes sont renforcés ou mis en place pour une capacité de 30 000 individus supplémentaires, et avec une attention particulière pour les femmes et les personnes vivant avec un handicap.

- P2.5 : Informatisation accrue et effective des données et des services d'état civil dans la zone pilote hors de Bangui.
- P2.6 : Capacités et équipement des centres d'état civil renforcés pour l'archivage physique des documents et le stockage des dossiers.
- P2.7 : Connaissances accrues au niveau national sur l'accessibilité à l'état civil des déplacés internes, des femmes, et des personnes vivant avec un handicap.

## 3.2 Activités indicatives

Les activités par produits sont les suivantes :

### **P1.1 : Capacités renforcées au niveau central pour piloter l'état civil et promouvoir la coordination interministérielle.**

- Création et animation du cadre de dialogue de la Politique Sectorielle de l'Etat Civil ;
- Organisation de missions d'audit/observation conjointe interministérielle ;
- Elaboration d'un schéma d'analyse et de couverture des besoins en matière d'Etat Civil pour une mise en adéquation de l'état civil par rapport à la population ;
- Elaboration d'une stratégie genre pour l'état civil ;
- Organisation de missions d'études dans des pays modèles sur la gestion de l'état civil ;
- Coordination étroite avec les autres acteurs internationaux impliqués dans l'écosystème de l'état civil, comme la Banque Mondiale via l'identité.

### **P1.2 : Capacités renforcées des acteurs décentralisés de l'état civil à travailler en coordination.**

- Organisation de formations dédiées au personnel technique, à Bangui et en province, se focalisant notamment sur la planification de l'état civil ;
- Création et animation de cadres de dialogue entre autorités locales et personnel administratif en charge de l'état civil, dans le cadre de la Politique Sectorielle de l'Etat Civil.

### **P1.3 : Capacités renforcées du MATDDL dans la définition du cadre juridique et budgétaire du service de l'état civil au niveau des communes.**

*En partenariat avec la Banque Mondiale*

- Conduire un audit des pratiques actuelles en matière de financements affectés à l'état civil (mécanismes de financement entre l'Etat et les communes, moyens alloués, acteurs et projets existants, ...) ;
- Accompagner le MATDDL dans la négociation des crédits (lois de finances) et leur exécution ;
- Accompagner la mise en place d'un système de mise à disposition des crédits à des mairies pilotes ;
- Appui à la formulation d'un dispositif de financement pérenne de l'état civil ;
- Echanges de bonnes pratiques, y compris avec des acteurs régionaux et internationaux ;
- Contribuer au plaidoyer pour garantir la protection des données à caractères personnelles.
- Accompagner le MATDDL et les différentes parties prenantes pour élaborer un cadre juridique conforme, dont un code de l'identité et de l'état civil.

### **P1.4 : Capacités renforcées du système d'état civil à produire des statistiques vitales à jour et fiables.**

- Elaborer des fiches de collecte avec le service national en charge des statistiques ;
- Formation des agents et des officiers de l'état civil ;
- Analyse, traitement et publication des données.

### **P1.5 : Compétences renforcées des acteurs impliqués dans la gestion de l'état civil.**

- Elaboration de modules de formation et de référentiels métiers et création de pool de formateurs ;
- Rédaction d'un guide pratique de l'administration de l'état civil (centres d'état-civil) ;
- Sécurisation du système d'état civil pour limiter l'opportunité de falsification des actes de naissances ;
- Création d'une filière état civil dans les écoles nationales de l'administration publique.
-

**P2.1 : Sensibilisation accrue des populations (en particulier les femmes, les personnes déplacées, et les personnes vivant avec un handicap) et des autorités à l'importance de l'enregistrement des naissances.**

- Organisation de campagnes de communication et d'information (radio, campagne d'affichage, journée de sensibilisation au sein des quartiers et dans les écoles via des séances d'éducation civique dédiées etc.) avec une attention particulière pour les femmes et les personnes vivant avec un handicap.
- Sensibilisation, via la société civile, avec les chefs de quartiers, villages, personnels des écoles.

**P2.2 : Les mécanismes administratifs pour le rattrapage des certifications de naissances sont renforcés ou mis en place pour une capacité de 300 000 enfants supplémentaires.**

- Evaluation de la stratégie de rattrapage existante et adaptation pour le meilleur ratio coût/efficacité ;
- Organisation de campagnes de rattrapage selon une ou plusieurs approches (école, vaccination, etc.);
- Création de partenariats avec les ONG et OSC locales pour l'organisation des campagnes de rattrapage ; incluant les organisations de femmes et des personnes vivant avec un handicap
- Fourniture d'équipements informatiques, de matériels et de registres d'état civil ;
- Appui au renforcement de la base de données.

**P2.3 : Les mécanismes de certification de naissances dans les établissements de santé sont renforcés ou mis en place pour une capacité de 200 000 enfants supplémentaires.**

- Création d'un cadre de collaboration et d'action entre le MATDDL et le Ministère de la Santé dans le cadre de l'enregistrement des naissances par le personnel de santé ;
- Fourniture d'équipements informatiques, de matériels et de registres d'état civil ;
- Sensibilisation de la population et du personnel de santé au rôle des personnels de santé dans les déclarations de naissance et de leurs responsabilités en la matière avec une attention particulière pour les femmes.

**P2.4 : Les mécanismes administratifs pour le rattrapage des certifications de naissances des déplacés internes sont renforcés ou mis en place pour une capacité de 30 000 individus supplémentaires, et avec une attention particulière pour les femmes et les personnes vivant avec un handicap.**

- Coordination avec les ministères concernés ;
- Partenariat avec les ONG et OSC locales (sensibilisation sur l'état civil) ;
- Campagne de rattrapage des naissances avec une approche adaptée à leur contexte et besoins ;
- Appui aux tribunaux et aux centres d'état civil pour la délivrance des jugements supplétifs d'acte de naissance, l'enregistrement et la délivrance des actes de naissance ;
- Rendre les services de l'état civil plus accessibles aux personnes vivant avec handicap via un dispositif d'état civil itinérant ;
- Un centre d'état civil secondaire pilote est créé pour adresser les problématiques spécifiques des populations déplacées avec une attention particulière pour les femmes célibataires ou celles qui n'ont pas certificat de mariage et les personnes vivant avec un handicap.

**P2.5 : Informatisation accrue et effective des données et des services d'état civil dans la zone pilote hors de Bangui.**

- Définition des centres d'état civil pilotes et études du schéma directeur informatique (sécurité et réseau) ;
- Développement d'une solution informatique *low-data*, connexion des centres à une base de données centrale et Numérisation des registres d'état civil ;
- Travaux de réhabilitation des infrastructures, équipements ;
- Accompagnement des chefs de quartier/village au partage d'informations dématérialisées, avec un maillon personnel de santé possiblement pris en charge par un nouveau projet santé européen.

**P2.6 : Capacités et équipement des centres d'état civil renforcés pour l'archivage physique des documents et le stockage des dossiers.**

- Appui à l'élaboration de textes règlementaire et rédaction et édition d'un guide sur l'archivage physique ;
- Formation sur l'archivage physique et fournitures d'équipement pour le stockage des registres.

**P2.7 : Connaissances accrues au niveau national sur l'accessibilité à l'état civil des déplacés internes, des femmes, et des personnes vivant avec un handicap.**

- Études socio-anthropologiques sur les difficultés d'accès des personnes déplacées et des personnes vivant avec un handicap à l'état civil ;
- Collecte de données et production de statistiques.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

**Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES)** (pertinents pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) qu'aucune autre action n'était requise.

**Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

**Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1.

Cela implique que l'action appuie les autorités centrafricaines dans la mise en œuvre de la Loi sur la Parité (2016), ainsi que le rôle très important des femmes dans l'enregistrement des naissances à l'état civil. Un appui sensible au genre à l'état civil permettra de réduire les inégalités en matière d'enregistrement de naissances (dont les mères célibataires ou celles qui n'ont pas certificat de mariage sont souvent discriminées), afin de protéger les droits civiques et l'accès aux services sociaux des citoyens et des citoyennes. En effet, l'enregistrement à l'état civil est également une condition essentielle à l'autonomisation des femmes, qui suppose un accès plus large à l'éducation, particulièrement dans les zones rurales, à des emplois formels, à la citoyenneté active (société civile, exercice du droit de vote, accès à des fonctions électives, etc.).

L'initiative contribue à la mise en œuvre du plan d'action sur l'égalité hommes-femmes de l'UE en Centrafrique pour la période 2021-2025<sup>21</sup>.

#### **Droits de l'homme**

La promotion des droits humains est au cœur du présent appui et cette dernière s'inscrit dans la Stratégie de l'UE sur les Droits de l'Homme et la démocratie en RCA (2020-2024). L'action contribue à garantir le respect des droits fondamentaux, notamment le droit de l'enfant à une identité, le droit d'accès au service public, et le droit de vote. Par voie indirecte, la participation élargie à la vie publique promet aussi de contribuer au retour à la paix.

En ce qui concerne les droits de l'enfant, l'accès à l'état civil lui octroie une existence légale, condition préalable à son identification et à l'exercice du droit à la nationalité.

Enfin, les droits des peuples autochtones seront intégrés dans la Politique Nationale d'État Civil, permettant ainsi une véritable prise en compte de leur situation.

#### **Invalidité/Handicap**

<sup>21</sup> [CLIP Central African Republic | Capacity4dev \(europa.eu\)](https://clip.centralafricanrepublic.europa.eu/)

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1.

Cela implique que l'action va rendre les services de l'état civil plus accessibles aux personnes vivant avec handicap. En rappel, l'accessibilité à l'état civil est un indicateur important d'évaluation de la capacité d'offrir un service de qualité à la population. Il s'agit donc avant tout d'un indicateur d'offre. L'accessibilité se mesure par la distance ou la durée nécessaire pour accéder au service de l'état civil (centre d'état civil ou centre de déclaration). Plus ces distances ou durée sont élevées et moins le service est accessible.

Or, avec le rattrapage des naissances, via un dispositif d'état civil itinérant, est réuni à un même endroit (lieu de résidence de la personne ayant un handicap) et à un même moment, l'ensemble des institutions impliquées dans les opérations de régularisation. Le jugement supplétif est établi séance tenante hors des murs du palais de Justice et en présence du requérant. En s'approchant des demandeurs, les services de l'état civil leur offrent des facilités d'accès.

---

### **Réduction des inégalités**

Selon le Marqueur d'Inégalité, le document d'action est étiquetée I-1. La RCA demeure l'un des pays les plus pauvres au monde avec de nombreux défis à relever sur le plan du capital humain. D'après les dernières estimations datant de 2020, environ 71 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté internationale. La situation humanitaire continue de se détériorer, et la mortalité maternelle est l'une des plus élevées au monde, tandis que le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans en République centrafricaine est le sixième le plus élevé au monde. La RCA a également l'un des taux de fécondité les plus élevés au monde, avec 6 naissances par femme. La RCA fait partie des pays qui affichent les plus faibles indicateurs d'instruction, avec une durée attendue de scolarisation en RCA de 5,3 ans pour les garçons contre 3,8 ans pour les filles. La qualité de l'enseignement primaire est faible et peu de filles ont accès à l'enseignement secondaire. Enfin, la RCA présente des écarts entre les sexes parmi les plus importants au monde. Ces écarts contribuent à des taux élevés de VBG qui représentent un obstacle important à la pleine participation des femmes à la vie sociale et économique. Leur autonomisation est pourtant essentielle au développement du pays.

L'action permettrait de participer à l'augmentation de la durée de la scolarité, notamment pour les filles, grâce à l'obtention d'un acte de naissance, qui leur permettrait d'accéder au secondaire. Plus globalement, la possession d'actes d'état civil en règle permet d'accéder aux services de soins et sociaux centrafricains.

---

### **Démocratie**

Cet appui contribue au renforcement de la démocratie sachant que l'état civil devrait être la base de la constitution du fichier électoral. Actuellement, faute d'état civil, un processus couteux et parallèle de constitution et d'actualisation du fichier électoral est entrepris à chaque cycle électoral.

---

### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Au vu du contexte et des orientations stratégiques reprises dans le MIP 2021-2027<sup>22</sup>, la sensibilité aux conflits, la paix et la résilience constituent des enjeux et des défis majeurs pris en compte dans tous les programmes et projets mis en œuvre dans le cadre de la coopération UE-RCA. La RCA fait partie du groupe du G7 des pays fragiles et demeure toujours en proie à des conflits avec des groupes armés sur une grande partie de son territoire. Cette insécurité et la nécessité d'un dialogue politique constant continue de justifier la présence d'une force de maintien de la paix des Nations Unies. Cette action s'inscrit donc dans une approche HDP Nexus en visant à contribuer à la stabilité et à une paix durable, en s'attaquant aux causes profondes des conflits et en renforçant la résilience.

L'analyse de sensibilité au conflit en RCA, réalisée en 2022, a identifié au renforcement des autorités locales comme un vecteur principal pouvant adresser les racines des conflits et permettre d'accroître la confiance des centrafricains envers l'Etat. Dans cet esprit, cette action a été élaborée en tenant compte des facteurs de conflits

---

<sup>22</sup> [mip-2021-c2021-9067-central-african-republic-annex\\_fr.pdf](https://mip-2021-c2021-9067-central-african-republic-annex_fr.pdf) (europa.eu)

dont principalement la problématique de l'inclusivité, sur base d'une approche sensible aux conflits.

### Réduction des risques de catastrophes

La RCA est un pays aux multiples vulnérabilités. Les partenaires techniques, y compris l'UE, y développent de plus en plus de réflexions sur la réduction des risques de catastrophe, prévention et mitigation, en lien avec la thématique de la résilience.

### Autres considérations, le cas échéant

#### Personnes déplacées et minorités

Depuis la crise politique et sécuritaire de 2012-2013, plus de 484 000 centrafricains restent déplacés internes<sup>23</sup>. Ces derniers ont dû fuir les combats et l'instabilité que la crise a apportés, et n'ont pas regagné leurs localités d'origine. Les PDI sont réparties en une vingtaine de sites à travers le pays, bien que la plupart résident en famille d'accueil. Ces personnes déplacées sont dans une position particulièrement précaire, ayant souvent vu leurs biens – y compris leurs documents d'identité – disparaître pendant le conflit. Les centres d'état civil ayant été détruits pendant ces épisodes, les déplacés internes doivent passer par la délivrance de jugements supplétifs, quand cela leur est possible (coûts prohibitifs, frais de transport, démarches complexes, etc.). La situation n'est guère mieux pour les minorités comme les Pygmées ou les Peuhls (dans le cadre de la transhumance pour ces derniers).

### 3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité F/M/H	Impact F/M/H	Mesures d'atténuation
<b>Environnement</b> Politique	La faible implication des parties prenantes et le manque de volonté politique durable	<b>M</b>	<b>H</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'appropriation du projet par les parties prenantes est assurée par leur implication dans le projet lors de sa définition et au cours de mise en œuvre.</li> <li>- Des plaidoyers auprès des autorités permettront de sensibiliser à l'importance de l'état civil.</li> </ul>
<b>Environnement</b> Politique	Les ressources et résultats du programme deviennent la cible d'intérêts particuliers susceptibles de déséquilibrer les résultats.	<b>M</b>	<b>H</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dialogue politique, notamment dans le cadre de la PNEC, en compte les défis rencontrés lors de la mise en œuvre et permet de garantir l'équilibre des interventions.</li> <li>- Les partenaires de mise en œuvre harmonisent et formalisent les procédures communes (per diem, remboursement frais de transport, diversité et inclusivité dans la politique RH des équipes, et tout autre élément financier/monnaire), et partagent ces procédures avec les partenaires nationaux.</li> </ul>

<sup>23</sup> HRP 2023



<b>Environnement</b> Financement	Insuffisances des contributions financières des autorités centrafricaines et des collectivités territoriales pour assurer le fonctionnement de l'état civil	<b>M</b>	<b>H</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dialogue politique UE-Gouvernement sur les investissements en matière d'état civil.</li> <li>- Formations pour les cadres du MATDDL sur le budget.</li> <li>- Séances de travail interministérielles.</li> <li>- Plaidoyer auprès du ministère des finances.</li> <li>- Une réflexion sera menée dans le cadre du projet sur la mise en place de financement pérenne de l'état civil</li> </ul>
<b>Environnement</b> Sécuritaire et politique	Détérioration de la situation sécuritaire (attaques ciblées, échéances électorales, risque sanitaire...)	<b>M</b>	<b>H</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plans d'adaptation ainsi que différentes mesures de mitigation devront être discutées avec le(s) metteur(s) en œuvre de l'action.</li> </ul>
<b>Environnement</b> Politique	Les ressources et résultats du programme font l'objet d'intérêts particuliers susceptibles de déséquilibrer les résultats	<b>M</b>	<b>H</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le dialogue politique et sur les politiques menées par la Délégation prend en compte les défis rencontrés par la mise en œuvre et aide à garantir l'équilibre des interventions</li> <li>- En prélude aux activités, les partenaires de mise en œuvre harmonisent et formalisent des procédures communes précises (per diem, remboursement des frais de transports, voyages d'étude, inclusivité et diversité dans les recrutements et la composition des équipes, etc). Ces procédures sont partagées avec la partie nationale.</li> </ul>
<b>Environnement</b> Financement	Insuffisance des ressources humaines et matérielles du MATDDL pour maintenir les infrastructures en condition opérationnelle et poursuivre les actions initiées.	<b>H</b>	<b>H</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La pérennité des actions menée sera pensée tout au long du projet</li> <li>- Le projet aidera le MATDDL à mettre en place un système de suivi évaluation et un organigramme clair lui permettant d'assurer le monitoring des services d'état civil.</li> </ul>
<b>Processus</b> International	Les soutiens internationaux principaux (UE, Banque Mondiale, UNICEF, autres) ne parviennent pas à se coordonner efficacement.	<b>M</b>	<b>M</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dialogue continu entre l'UE, l'UNICEF, et la Banque Mondiale.</li> <li>- Mécanisme informel de coordination entre l'UE et la Banque Mondiale existant, renforcement des consultations et du partage d'information.</li> </ul>
<b>Processus</b> Opérationnel	Le(s) partenaire(s) de mise en œuvre ne parviennent pas à établir des mécanismes durables au	<b>F</b>	<b>M</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appropriation priorisée par le(s) partenaire(s) de mise en œuvre comme prérequis essentiel à l'approche de l'action.</li> </ul>

	projet avec les Ministères concernés.			- Maintien de la capacité de l'UE à intervenir le cas échéant auprès du(des) partenaire(s) de mise en œuvre.
<b>Processus</b> Technique	La mise en réseau des centres d'état civil ainsi que l'opérationnalisation centralisée du système ne peut se conduire par manque d'écosystème favorable à la digitalisation.	<b>H</b>	<b>H</b>	- Capacité analogue renforcée en parallèle au développement du système digital.
<b>Processus</b> Social	Les normes sociales discriminatoires en matière de genre/incapacité ou les autorités locales ou nationales existants vont à l'encontre de l'amélioration de l'accessibilité de l'état civil pour les femmes et les personnes vivant avec un handicap	<b>F</b>	<b>M</b>	- L'action cherchera à sensibiliser les acteurs clés sur la valeur et l'importance de l'accessibilité de l'état civil pour les femmes et les personnes vivant avec un handicap.

#### Enseignements tirés:

Malgré des progrès dans quelques rares secteurs, comme la Justice, la **coordination interministérielle demeure un défi** permanent en Centrafrique, y compris dans le domaine de l'état civil. Bien que ce dernier soit du ressort du MATDDL, plusieurs autres ministères se disputent la paternité d'initiatives y contribuant. C'est le cas notamment du Ministère de la Santé, qui plaide pour une approche via les campagnes de vaccination, ou – dans des cas particuliers – du Ministère de l'Intérieur, qui a en charge l'identité. Le projet-pilote qui précède cette action a permis la naissance d'une Politique Nationale de l'Etat Civil, qui donne un cadre de coopération interministériel. Cette action devra impérativement prendre en compte les difficultés connues dans le pays, afin de permettre une collaboration basée sur les intérêts de chaque ministère et axée vers l'accomplissement des résultats susmentionnés.

L'angle adopté dans le projet pilote était via l'éducation, par les rattrapages de naissances pour les enfants scolarisés. Une autre **approche complémentaire résiderait aussi dans l'exploitation des ressources du Ministère de la Santé via ses campagnes de vaccination**. Plus de 70% des enfants centrafricains sont vaccinés grâce à ces campagnes, et les autorités nationales de santé ont d'ores et déjà signalé leur ambition d'utiliser ces campagnes afin d'offrir une solution d'état civil aux populations ciblées. C'est le sens d'un projet dans le domaine de la santé en cours d'examen qui permettrait de faire un *cross-over* entre cette action et ce projet avec le Ministère de la Santé. Cela souligne d'autant plus la nécessité de travailler directement avec ce Ministère, notamment à des fins d'inter ministérialité réussie.

Au niveau de la connexion des centres d'état civil vers une base de données centralisée, ainsi que la capacité du personnel de l'état civil à enregistrer numériquement les actes d'état civil, **la connectivité dans le pays demeure un véritable défi**. Celle-ci est déjà limitée à Bangui, et elle l'est d'autant plus en province. C'est d'autant plus le cas lorsqu'il faut transférer de nombreuses données avec un poids important. Le développement d'une solution digitale *low-data*, permettant le transfert des données cruciales avec un poids minimal, sera essentiel afin d'assurer la réalisation d'une centralisation des données et leur protection dans les serveurs des autorités à Bangui.

Enfin, une autre leçon réside dans le **manque de formation de toutes les parties prenantes du système d'état civil** dans le pays. Ainsi, les fonctionnaires centrafricains, à Bangui comme en province, ne sont pas en capacité de répondre aux besoins de la population, ni de répondre aux demandes de la loi et des politiques approuvées par les autorités. La



traduction des consignes dans les Ministères par les autorités locales est très incomplète, voire inexistante. Plusieurs facteurs sont responsables de cette situation, incluant le manque de coordination, de communication, et d'inspection. La mutation régulière des personnes formées vers d'autres fonctions ne permet pas non plus l'acquisition des compétences dans une approche "former les formateurs". L'action devra s'assurer de la pérennité relative des personnels formés dans leurs fonctions, ainsi que de la formation continue des personnels concernés par l'état civil.

### 3.5 Logique d'intervention

L'action vise à mettre en place un système robuste et efficace d'état civil, permettant d'offrir au plus grand nombre l'accès à l'état civil via l'acquisition des actes de naissance (rattrapages et naissances immédiates). Ce système a été détruit lors de la crise de 2013 au travers d'une volonté systématique de renier le fondement de l'identité de chaque citoyen centrafricain.

S'appuyant sur le diagnostic de l'état civil réalisé dans le cadre du projet-pilote de l'UE, et sur la Politique Nationale de l'Etat-Civil, découlant du diagnostic, l'action cible trois niveaux d'appuis prioritaires : institutionnel, opérationnel et technique, et ciblé vers les déplacés, minorités, et jeunes femmes. Elle repose sur une mise à échelle du projet pilote de l'UE dans le cadre du renforcement de l'état civil centrafricain. Elle ciblera les activités de soutien à l'interministérialité et au développement d'un système de collaboration institutionnel fluide et efficace. L'action continuera le travail opérationnel engagé dans le rattrapage des actes de naissance et la délivrance d'actes de naissance dans les conditions prévues par la loi. Enfin, elle portera une attention toute particulière aux besoins en termes d'état civil des populations déplacées, des minorités, et des filles/jeunes femmes. Elle s'insère enfin dans le cadre d'une collaboration approfondie avec tous les acteurs locaux (ONG, OSC), nationaux (ministères concernés), et internationaux (Banque Mondiale, UNICEF, etc.).

La logique d'intervention de l'action s'articule comme suit :

- Si la coordination interministérielle au sein du gouvernement centrafricain est renforcée ;
- Si la Politique Sectorielle de l'Etat Civil est appropriée et mise en place par les principaux acteurs centraux de l'écosystème de l'état civil ;
- Si le personnel technique de l'état civil, en province et à Bangui, dans les entités décentralisées aussi bien qu'au niveau central, est formé à l'utilisation des outils et a l'importance de l'état civil pour toutes et tous ;
- Si le budget dédié à l'état civil est pérennisé et décaissé par l'Etat de façon régulière ;
- Si les populations, ainsi que les minorités (déplacées, les femmes, et les personnes avec un handicap) sont sensibilisées à l'importance de l'enregistrement, ou du rattrapage des actes de naissance ;
- Si les centres d'état civil sont informatisés et connectés, et qu'une base de données fiable et respectueuse des lois relevant de la protection des données ;
- Si les centres d'état civil et les autorités administratives locales et nationales sont capables de préserver les actes d'état civil dans le temps, en format numérique comme en format analogique ;
- Si les acteurs nationaux de l'état civil sont en possession de statistiques fiables, permettant notamment de mettre en place des actions priorisant les populations déplacées et/ou marginalisées ;

**Alors :**

- L'Etat centrafricain restaure son autorité en offrant à sa population les droits civiques basiques, comme le droit de vote ou l'accès à certains soins
- La population centrafricaine, ainsi que les minorités, pourra accéder de manière pérenne, à ses données d'état civil et accéder aux services publics tels que les études du cycle secondaire ;
- Les centrafricains appartenant à des groupes minoritaires, de communautés traditionnellement marginalisées, ou relevant d'autres critères de discrimination, pourront participer pleinement à la vie civique de la Centrafrique.

### 3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaîne des résultats (@): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	L'objectif général de cette action est de d'assurer que toutes les personnes en RCA, indépendamment de leur sexe, de leur origine ethnique ou de leur statut socioéconomique, ont un accès égal à l'identité juridique et aux droits et opportunités connexes	<b>ODD 16.9.1</b> Pourcentage de naissances d'enfants de 0 à 5 ans enregistrées à l'état civil, ventilé par catégorie de population	40% (2023)	80% (2028)	1 Statistiques établies par ICASEES  2 Rapport d'activité	<i>Non applicable</i>
Réalisation 1	OS 1 : Améliorer l'efficacité et la sécurité de l'état civil au bénéfice de la population.	1.1 Taux d'enregistrement des faits d'état civil, ventilé par catégorie de population  1.2 Taux de satisfaction du public  1.3 Nombre de rencontres interministérielles par an et entre les ministères et les acteurs décentralisés  1.4 Mesure dans laquelle le cadre juridique et	1.1 30% (2023)  1.2 15% (2023)  1.3 0 (2023)  1.4 Aucune mesure (2023)	1.1 60% (2028)  1.2 50% (2028)  1.3 1 (2028)  1.4 Complètement (2028)	1.1 Statistiques établies par ICASEES  1.2 Sondage auprès des utilisateurs  1.3 PV de réunions  1.4 -1.5 Textes réglementaires	Les textes réglementaires sont appliqués par tous les acteurs  Le plan de communication et de sensibilisation est appliqué  Les acteurs concernés acceptent de collaborer

		<p>d'autonomie financière de l'état civil est développé</p> <p>1.5 Mesure dans laquelle les stratégies politiques développées/révisées, ou mises en œuvre en matière d'état civil sur la base de statistiques fiables sont efficacement mise en place</p>	1.5 Aucune mesure (2023)	1.5 Mesure significative (2028)		
<b>Réalisation 2</b>	<p>OS 2 : Améliorer l'utilisation des services de l'état civil, en particulier des enregistrements des naissances, tout en garantissant l'accès aux personnes déplacées internes, les femmes, et les personnes vivant avec un handicap.</p>	<p>2.1 Nombre de personnes supplémentaires disposant d'un acte de naissance (désagrégées par sexe, âge, handicap ; niveau et situation de revenu, déplacement interne).</p> <p>2.2 Nombre de déplacés internes qui ont bénéficié du service de l'état civil (désagrégés par sexe, âge, handicap).</p>	<p>2.1 0 (2023)</p> <p>2.2 0 (2023)</p>	<p>2.1 A déterminer au démarrage (2028)</p> <p>2.2 75.000 (2028)</p>	<p>2.1 Rapport de mise en œuvre des campagnes</p> <p>2.2 Statistiques établies par les ONG</p>	<p>Les équipements et les sources d'énergie sont en place</p> <p>Le plan de communication et de sensibilisation est appliqué</p> <p>Les campagnes de rattrapage et de sensibilisation sont efficaces</p> <p>Les études ont été conduites et les personnes déplacées acceptent l'enregistrement à l'état civil</p>
<b>Produit 1</b> <b>lié à la réalisation 1</b>	<p>R1.1 : Capacités renforcées au niveau central pour piloter l'état civil et promouvoir la coordination interministérielle.</p>	<p>1.1.1 Nombre d'initiatives de dialogue sur la Politique Sectorielle de l'Etat Civil soutenues par l'action</p> <p>1.1.2 Nombre d'initiatives de coordination</p>	<p>1.1.1 0 (2023)</p> <p>1.1.2 0 (2023)</p>	<p>1.1.1 3 (2028)</p> <p>1.1.2 3 (2028)</p>	<p>1.1.1 PV de réunions</p> <p>1.1.2 et 1.1.3 Rapports de projet</p>	<p>La PNEC est mise en œuvre et un dialogue interministériel est établi</p>

		interministérielles soutenues par l'action	1.1.3 0 (2023)	1.1.3 2 (2028)		
		1.1.3 Nombre d'études/analyses des besoins de l'état civil, tenant compte du genre, soutenues				
<b>Produit 2</b> <b>lié à la réalisation 1</b>	R1.2 : Capacités renforcées des acteurs décentralisés de l'état civil à travailler en coordination.	1.2.1 Nombre d'agents techniques décentralisés de l'état civil formés, dont le formateur valide une amélioration de leurs connaissances en matière de planification de l'état civil (désagregés par sexe, âge, handicap).	1.2.1 0 (2023)	1.2.1 200 (2028)	1.2.1 Rapports de formation	Les parties prenantes acceptent de se rencontrer et de collaborer, sous l'égide de la PNEC
		1.2.2 Nombre d'initiatives de dialogue entre autorités locales et personnel administratif en charge de l'état civil, dans le cadre de la Politique Sectorielle de l'Etat Civil, soutenues par l'action	1.2.2 0 (2023)	1.2.2 3 (2028)	1.2.2 Rapports de projet	
<b>Produit 3</b> <b>lié à la réalisation 1</b>	R1.3 : Capacités renforcées du MATDDL dans la définition du cadre juridique et budgétaire du service de l'état-civil au niveau des communes.	1.3.1 Nombre d'études/audits soutenus par l'action	1.3.1 0 (2023)	1.3.1. A déterminer eu démarrage (2028)	1.3.1 – 1.3.6 Rapports de projet	Dialogue politique EU-Gouvernement de Centrafrique sur les investissements en matière d'état civil  Une réflexion est menée dans le cadre du projet sur la mise en place de financement pérenne de l'état civil
		1.3.3. Mesure dans laquelle les mairies pilotes soutenues par l'action sont autonomes financièrement dans le domaine de l'état civil.	1.3.3 Aucune mesure (2023)	1.3.3 Moyenne (2028)		
		1.3.4 Mesure dans laquelle un dispositif de financement pérenne de l'état civil est développé	1.3.4 Aucune mesure (2023)	1.3.4 Complètement (2028)		
			1.3.5 0 (2023)			

		<p>1.3.5 Nombre d'initiatives de plaidoyer pour la protection des données à caractère personnel, appuyées par l'action</p> <p>1.3.6 Nombre d'initiatives de dialogue et échange de bonnes pratiques avec des acteurs régionaux et internationaux pour la mise au point d'un cadre juridique conforme</p>	1.3.6 1 (2023)	<p>1.3.5 2 (2028)</p> <p>1.3.6 3 (2028)</p>		<p>Le pays ne traverse pas de crise empêchant la prise de décision.</p> <p>La Banque Mondiale maintient son soutien.</p>
<p><b>Produit 4</b></p> <p><b>lié à la réalisation 1</b></p>	R1.4 : Capacités renforcées du système d'état civil à produire des statistiques vitales à jour et fiables.	<p>1.4.1 Nombre d'agents et officiers de l'état civil ayant reçu une formation sur la collecte, l'analyse, le traitement et la publication de données statistiques fiables (désagrégé par sexe)</p> <p>1.4.2 Nombre d'outils développés avec le service national des statistiques pour la collecte et le traitement de l'information</p>	<p>1.4.1 0 (2023)</p> <p>1.4.2 0 (2023)</p>	<p>1.4.1 200 (2023)</p> <p>1.4.2 1 (2023)</p>	<p>Dispositif mis en place en liaison avec le Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et Télécommunications</p> <p>1.4.1 et 1.4.2</p> <p>Rapports de projet</p>	<p>Les communes disposent des ressources énergétiques et de personnels formés afin de communiquer les statistiques.</p>
<p><b>Produit 5</b></p> <p><b>lié à la réalisation 1</b></p>	R1.5 Compétences renforcées des acteurs impliqués dans la gestion de l'état civil.	<p>1.5.1 Nombre d'agents et personnel des acteurs de l'état civil ayant reçu une formation de formateurs (désagrégé par sexe).</p> <p>1.5.2 Nombre d'agents formés sont toujours en place au poste pour lequel ils ont été formés 52 mois après la formation (désagrégés par sexe).</p>	<p>1.5.1 170 (2023)</p> <p>1.5.2 0 (2023)</p>	<p>1.5.1 850 (2028)</p> <p>1.5.2 600 (2028)</p>	<p>Rapports de projet et de formation</p> <p>Plans de formation</p>	<p>Le pays ne traverse pas de crise empêchant le déploiement des formateurs</p> <p>Mise en place de programmes de formation et de référentiels métiers</p> <p>Les personnels formés ne sont pas mutés dans les 3 années suivant leur formation.</p>

<b>Produit 1</b>  <b>lié à la réalisation 2</b>	R2.1 : Sensibilisation accrue des populations (en particulier les femmes, les personnes déplacées, et les personnes vivant avec un handicap) et des autorités à l'importance de l'enregistrement des naissances.	2.1.1 Nombre de personne touchées par les campagnes de communication/sensibilisation (désagregés par sexe, âge, statut de déplacement, handicap).	2.1.1 650 000 (2023)	2.1.1 1 300 000 (2028)	Rapport sur les campagnes de communication  Sondage auprès des populations	Tous les vecteurs sont mobilisés et le HCC appui au suivi évaluation
<b>Produit 2</b>  <b>lié à la réalisation 2</b>	R2.2 : Les mécanismes administratifs pour le rattrapage des certifications de naissances sont renforcés ou mis en place pour une capacité de 300 000 enfants supplémentaires.	2.2.1 Nombre d'enfants qui disposent d'un acte de naissance hors délai dans les écoles cibles (désagregés par sexe, statut de déplacement, handicap, niveau de revenu du ménage). 2.2.2 Nombre de partenariats avec les ONG et OSC locales pour les campagnes de rattrapage soutenus par l'action 2.2.3 Mesure dans laquelle les campagnes de rattrapage organisées avec l'appui de l'action remplissent leurs objectifs 2.2.4 Nombre d'écoles dotées d'équipement, matériels et registres de l'état civil avec l'appui de l'action	2.2.1 0 (2023)   2.2.2 0 (2023)  2.2.3 Aucune mesure (2023)  2.2.4 0 (2023)	2.2.1 300 000 (2028)  2.2.2 10 (2028)  2.2.3 Complètement (2028)  2.2.4 8 (2028)	Actes de naissance délivrés  Rapports des campagnes de rattrapage	Les tribunaux et les centres d'état civil sont mobilisés

<b>Produit 3</b>  <b>lié à la réalisation 2</b>	R2.3 : Les mécanismes de certification de naissances dans les établissements de santé sont renforcés ou mis en place pour une capacité de 200 000 enfants supplémentaires.	2.3.1 Nombre d'enfants supplémentaires qui disposent d'un bulletin de naissance dans les 6 mois après leur naissance via le système sanitaire  2.3.2 Nombre de personnel de santé touchés par les campagnes de sensibilisation sur leur rôle pour les déclarations de naissance (désagregés par sexe, statut de déplacement, âge, handicap, niveau de revenu du ménage).).  2.3.3 Nombre de parents sensibilisés sur leurs droits et devoirs en termes d'état civil	2.3.1 0 (2023)  2.3.2 0 (2023)  2.3.3 0 (2023)	2.3.1 200 000 (2028)  2.3.2 1 000 (2028)  2.3.3 100 000 (2028)	2.3.1 Bulletins de naissance délivrés  2.3.2 et 2.3.3 Rapports de projet	Les conditions de sécurité et sanitaires en province autorisent les campagnes dans les établissements de sante.
<b>Produit 4</b>  <b>lié à la réalisation 2</b>	R2.4 : Les mécanismes administratifs pour le rattrapage des certifications de naissances des déplacés internes sont renforcés ou mis en place pour une capacité de 30 000 individus supplémentaires, et avec une attention particulière pour les femmes et les personnes vivant avec un handicap.	2.4.1 Nombre de déplacés internes supplémentaires disposant d'un acte de naissance (désagregés par sexe, âge, handicap).  2.4.2 Nombre de centres d'état civil secondaire, informatisé, soutenu par l'action dans une zone pilote avec une forte présence de personnes déplacées	2.4.1 0 (2023)  2.4.2 0 (2023)	2.4.1 30 000 (2028)  2.4.2 1 (2028)	Jugements supplétifs et actes de naissance délivrés  Rapport du projet	La cartographie concernant les personnes déplacées est établie  Les conditions sécuritaires autorisent l'accès aux personnes déplacées et autorise ces dernières a accéder au(x) centre(s)



<b>Produit 5</b>  <b>lié à la réalisation 2</b>	R2.5 : Informatisation accrue et effective des données et des services d'état civil dans la zone pilote hors de Bangui.	2.4.1 Mesure dans laquelle la base de données centrale est développée  2.4.2 Nombre de centres d'état civil informatisés avec l'appui de l'action  2.4.3 Nombre de chefs de quartier/village formés au fonctionnement d'une solution low-data dans le cadre de l'enregistrement des faits d'état civil	2.4.1. Aucune mesure (2023)  2.4.2 0 (2023)  2.4.3 0 (2023)	2.4.1 Complètement (2028)  2.4.2 29 (2028)  2.4.3 500 (2028)	2.4.1 Dispositif d'informatisation  2.4.2 et 2.4.3 Rapport d'activité	Les centres d'état civil disposent de ressources énergétiques suffisantes
<b>Produit 6</b>  <b>lié à la réalisation 2</b>	R2.6 : Les textes réglementaires sur l'archivage physique des documents d'état civil sont élaborés et mis en pratique.	2.5.1 Mesure dans laquelle un texte réglementaire sur les normes d'archivage physique est développé  2.5.2 Nombre d'agents et personnel de l'état civil formés à l'archivage physique.	2.5.1. Aucune mesure (2023)  2.5.2 0 (2023)	2.5.1 Complètement (2028)  2.5.2 170 (2028)	2.5.1 Texte réglementaire et guide d'archivage  2.5.2 Rapport d'activité	Les communes disposent de locaux adaptés et sécurisés
<b>Produit 7</b>  <b>lié à la réalisation 2</b>	R2.7 : Connaissances accrues au niveau national sur l'accessibilité à l'état civil des déplacés internes, des femmes, et des personnes vivant avec un handicap	2.4.1 Nombre d'études et d'états de lieux appuyés par l'action au bénéfice des autorités	2.4.1 0 (2023)	2.4 1 (2028)	Études et rapports diagnostic	Les conditions sécuritaires permettent le recueil des statistiques et le bon déroulement des études

## 4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République centrafricaine.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **60 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

NA

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>24</sup>.

#### 4.4.1 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec CIVIPOL. Cette mise en œuvre implique l'ensemble des trois objectifs spécifiques, principalement sur l'accompagnement des réformes au MATDDL, et en synergie avec l'entité identifiée au 4.4.2. principalement sur P1.2, P1.3, P.1.4, P.1.5, P.2.1, P.2.4 et P.2.7) : OS1 « Améliorer l'efficacité et la sécurité de l'état civil au bénéfice de la population » (en synergie) ; et OS2 « Améliorer l'utilisation des services de l'état civil, en particulier des enregistrements des naissances, tout en garantissant l'accès aux personnes déplacées internes, les femmes, et les personnes vivant avec un handicap » (P.2.2, P.2.5, P.2.6).

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : expérience reconnue dans le secteur de l'état civil en République Centrafricaine ayant bâti le premier projet institutionnel de reconstruction de l'état civil. Ce choix repose également sur les avantages comparatifs de CIVIPOL en termes d'expertise technique et de réseau de relation de confiance au sein des différents Ministères concernés par l'État civil.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe (subvention), conformément aux modalités de mise en œuvre indiqué à la section 4.4.3.

#### 4.4.2 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec UNICEF. Cette mise en œuvre implique l'ensemble des trois objectifs spécifiques, spécifiquement sur les domaines de l'appui au pilotage sectoriel et intersectoriel, les relations avec la société civile, l'enregistrement des naissances et les déplacés et en synergie avec l'entité identifiée au 4.4.1. (principalement sur P1.2, P1.3, P.1.4, P.1.5, P.2.1, P.2.4 et P.2.7) : OS1 « Améliorer l'efficacité et la sécurité de l'état civil au bénéfice de la population » (P.1.1)

<sup>24</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

; et OS2 « Améliorer l'utilisation des services de l'état civil, en particulier des enregistrements des naissances, tout en garantissant l'accès aux personnes déplacées internes, les femmes, et les personnes vivant avec un handicap » (P.2.3)

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : a) capacité opérationnelle et expérience dans les secteurs de (i) l'état civil, (ii) l'éducation et (iii) la santé ; b) valeur ajoutée/complémentarité avec des projets existants et/ou des partenariats en cours, ou en pipeline, dans les secteurs et zones géographiques ciblées ; c) expérience dans la coordination des partenaires dans le secteur de l'état civil, de la santé et de l'éducation ; d) transparence et absence de conflit d'intérêts. L'UNICEF – agence des Nations Unies qui coordonne le soutien à l'état-civil dans le pays et acteur majeur dans le cadre des campagnes de rattrapage – travaille, depuis plusieurs années, au soutien à la coordination sectorielle dans le domaine de l'état civil (notamment en accompagnant la mise en place du Comité Technique National d'Elaboration et de la Mise en Œuvre de la Stratégie Nationale d'Etat Civil).

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, toute ou une partie de l'enveloppe financière associée sera transférée en gestion directe (subvention) en utilisant les critères définis à la section 4.4.3.

#### 4.4.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Paragraphe 4.4.1 : Dans le cas d'échec de contractualisation avec l'entité en gestion indirecte, tout ou une partie de l'action pourrait être mis en œuvre en gestion directe via une ou plusieurs subventions.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car la République Centrafricaine se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du Règlement financier à la date de la décision de financement (art. 195 (a) du Règlement financier) sur base des critères suivants: expérience dans le secteur de l'état civil ; expérience dans un ou plusieurs pays fragiles d'Afrique; expérience avérée dans un ou plusieurs des domaines concernés ; capacité opérationnelle et expérience dans les secteurs de (i) l'état civil, (ii) l'éducation et (iii) la santé; valeur ajoutée/complémentarité avec des projets existants et/ou des partenariats en cours, ou en pipeline, dans les secteurs et zones géographiques ciblées.

Paragraphe 4.4.2 : Dans le cas d'échec de contractualisation avec l'entité en gestion indirecte, tout ou une partie de l'action pourrait être mis en œuvre en gestion directe via une ou plusieurs subventions.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car la République Centrafricaine se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du Règlement financier à la date de la décision de financement (art. 195 (a) du Règlement financier) sur base des critères suivants: expérience dans le secteur de l'état civil ; expérience dans un ou plusieurs pays fragiles d'Afrique; expérience avérée dans un ou plusieurs des domaines concernés ; capacité opérationnelle et expérience dans les secteurs de (i) l'état civil, (ii) l'éducation et (iii) la santé; valeur ajoutée/complémentarité avec des projets existants et/ou des partenariats en cours, ou en pipeline, dans les secteurs et zones géographiques ciblées ; (iv) expérience dans le pilotage sectoriel et la coordination des partenaires dans le secteur de l'état civil, de la santé et de l'éducation.

#### 4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas

dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI – Europe dans le monde).

#### 4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)	Contribution de tiers, dans la devise indiquée
<b>Modalités de mise en œuvre</b> – voir section 4.4		
<b>Objectifs spécifiques 1 et 2</b>	<b>9 800 000</b>	
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.1 et 4.4.2	9 800 000	
<b>Évaluation</b> – voir section 5.2 <b>Audit</b> – voir section 5.3	200 000	
<b>Totaux</b>	<b>10 000 000</b>	

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

##### *Principes d'un pilotage adaptatif nécessaire dans un contexte fragile*

La structure organisationnelle sera basée sur un pilotage adaptatif de l'action fondé sur une analyse continue des progrès et des points de blocage, une structuration des constats, une facilitation des synergies entre les différents piliers, une formalisation de la redevabilité des acteurs et une présentation des recommandations afin de créer des changements durables. Une approche de type « problem-driven iterative adaptation » (PDIA) sera intégrée dans le programme et des moyens mis à disposition pour animer ce processus et notamment l'organisation des structures de pilotage (voir ci-dessous).

##### *Structure organisationnelle*

Un **comité de pilotage** du programme sera établi en tant qu'organe de décision, fixant les grandes orientations stratégiques et politique. Il servira également d'organe de dialogue de politiques. De manière indicative, ce comité de pilotage sera composé du MATDDL, du MINPLAN, du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Education et du Ministère des Finances et de l'UE en tant qu'observateur. Il aura pour mission d'assurer le pilotage du projet et de proposer, le cas échéant, des réorientations nécessaires au cours de la mise en œuvre. Il rapportera au cadre de pilotage qui sera mis en place pour suivre la Politique Nationale de l'Etat Civil, dans le cadre du mécanisme national de suivi de la mise en œuvre du Plan Nationale de Développement. Il réunira au moins deux fois par an les principales parties prenantes du projet, y compris les représentants des autorités locales, des chefs de villages/quartiers et de la société civile.

Un **comité de suivi opérationnel** pourra également être mis en place en vue de suivre les activités du projet. Il se réunira sur base trimestrielle en session ordinaire et sera présidé conjointement par un(e) représentant(e) du MATDDL et de l'UE, et composé des parties prenantes du projet dont les partenaires de mise en œuvre. Son rôle sera de suivre les activités mises en œuvre, de superviser l'avancement du projet et d'émettre des recommandations au comité de pilotage.

Pour les activités en dehors de Bangui, des comités de suivi locaux du projet seront également envisagés avec les parties prenantes pour accroître l'appropriation et coordonner les différentes actions.

##### *Synergie et collaboration entre partenaires de mise en oeuvre*

Etant donné le nombre de partenaires de mise en œuvre et la volonté de maximiser les synergies entre eux, sur base de leurs avantages comparatifs respectifs, un cadre de gouvernance spécifique sera élaboré pour la mise en œuvre du projet pour définir les rôles et les responsabilités.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

## 5 MESURE DES PERFORMANCES

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Tous les suivis et rapports évalueront la manière dont l'action tient compte du principe d'égalité entre les hommes et les femmes, d'une approche fondée sur les droits humains et des droits des personnes vivant avec un handicap, y compris l'inclusion et la diversité.

Les indicateurs doivent être désagrégés par sexe, par âge, par incapacité si possible et statut de déplacement et statut économique.

Les partenaires seront responsables de mettre en œuvre (en partenariat avec les autorités nationales pertinentes) les enquêtes et études indiqués dans le cadre logique comme source d'évaluation des indicateurs.

L'objectif d'avoir un pilotage adaptatif est d'appuyer le pilotage, la redevabilité et l'apprentissage du programme afin qu'il soit en mesure, pendant la période d'intervention, de créer des changements durables dans le secteur de la Justice. Il s'agit pendant toute la durée de l'action d'avoir une attitude réflexive qui soit en mesure d'adapter la logique d'intervention en fonction de l'évolution contextuelle et l'obtention ou pas de résultats. Le chef de file mettra à la disposition une expertise spécialisée capable de (1) contribuer et participer aux mécanismes de pilotage et de gestion flexible du programme ; (2) produire des produits de suivi évaluation et de diagnostics servant d'outils au pilotage flexible ; et (3) réaliser des activités et produits d'apprentissage et de communication et de recherche. Cette approche de suivi doit permettre une adaptabilité du projet en fonction des problèmes rencontrés. En reposant sur une approche « problem-driven iterative adaptation » (PDIA), les partenaires utiliseront les problèmes rencontrés pour dialoguer avec les partenaires sur les nouvelles orientations à prendre et proposer, le cas échéant, d'adapter les activités et/ou résultats du projet (sachant que la construction publique n'est pas un processus linéaire). Les rapports de suivi veilleront à inclure des indicateurs qui facilitent la compréhension de l'impact de l'action sur les 40 pour cent les plus pauvres de la population.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données : Les partenaires de mise en œuvre travailleront en collaboration avec le MATDDL, MINPLAN, Ministère de la Santé, Ministère de l'Éducation et Ministère des Finances afin de garantir la disponibilité et la qualité des données collectées. Des informations complémentaires seront fournies par les partenaires de mise en œuvre, le cas échéant. La *baseline* et les *targets* seront élaborées avec le MATDDL de manière réaliste à la suite de la sélection des localités d'actions.

### 5.2 Évaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, des évaluations à mi-parcours et finale seront effectuées pour la présente action, par des consultants indépendants dans le cadre d'un contrat avec la Commission.

L'évaluation à mi-parcours est réalisée pour résoudre des éventuels problèmes tels que, par exemple, l'impact des dynamiques interministérielles, la relation entre les niveaux national et décentralisé, les

approches de rattrapages, les approches d'appropriation, en vue de tirer des enseignements pour la partie restante de l'action.

L'évaluation finale sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

Toutes les évaluations doivent évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle contribue à l'égalité des sexes et aux droits des personnes déplacées. Dans ces cas, une expertise sur les droits de humains sera assurée dans les équipes d'évaluation.

La Commission informera les partenaires chargés de la mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

L'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale mettront un accent particulier sur l'analyse de l'impact de l'action sur les 40 pour cent les plus pauvres de la population.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

### 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document [«Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures»](#), publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

<b>Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)</b>		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
<b>Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSYS#):
<b>Niveau Contrat</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Convention de contribution pour objectif spécifique 1 et 2
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	